

# Sur le financement de la sécurité sociale, croisement de regards

Jean-Marie Harribey

28 mars 2014

Fondation Copernic

<http://www.fondation-copernic.org/spip.php?article1097>

Je propose quelques remarques sur l'article de Jacques Rigaudiat, « La cotisation ou l'impôt ? Le financement de la protection sociale au péril du mythe de ses origines » (*Les Cahiers de santé publique et de protection sociale*, décembre 2013) et sur la réponse que lui a faite Pierre Khalfa, « Financement de la protection sociale, sortons de la métaphysique ».

Je suis assez étonné que cet échange fasse comme si ce débat n'avait pas été déjà grandement balisé, à défaut d'avoir été tranché, et comme si les choses n'avaient pas bougé depuis quinze ou vingt ans. Je me contente donc de renvoyer à certains jalons déjà posés depuis plusieurs années au sein même de la gauche syndicale, associative et politique, qui montrent, d'une part, que le débat théorique soulevé par Jacques Rigaudiat ne se résume pas à une opposition entre les « cotisationnistes », selon son terme, et les « fiscalistes », et, d'autre part, qu'il est curieux pour Pierre Khalfa d'oublier que nombreux étaient ceux, parmi cette gauche, qui étaient restés longtemps figés sur une position grosso modo à la Bernard Friot, avant d'accepter par exemple l'idée qu'il fallait faire cotiser les profits.<sup>1</sup>

J. Rigaudiat récuse la position théorique de Bernard Friot. L'idée de ce dernier est que « la retraite est un salaire continué » que cet auteur voit comme une « preuve que le retraité produit sa propre retraite ». Je pense aussi qu'il faut récuser cette « preuve » qui n'est pas rigoureuse méthodologiquement, mais J. Rigaudiat n'en donne pas la raison profonde. L'erreur, à mon sens, de B. Friot n'a rien à voir avec le problème de la transformation des valeurs en prix de production, et invoquer Castoriadis sur ce point comme le fait P. Khalfa ne fait qu'ajouter à la confusion, car Castoriadis s'est lui-même trompé à ce sujet.<sup>2</sup> Je pense, sans exagérer mon rôle, avoir indiqué où se situait la racine de l'erreur de B. Friot. Il fonde son idée de « salaire continué » sur sa croyance en la « production de valeur » par le retraité qui perçoit une pension, par le chômeur qui perçoit son indemnité-chômage, par la mère de famille qui perçoit une allocation familiale, par l'étudiant qui perçoit une bourse, voire dans ses premiers écrits par le malade qui perçoit une indemnité-maladie. B. Friot a étendu, je crois à tort, un raisonnement que j'ai conduit au sujet du travail productif des salariés de la sphère non marchande à tous les individus, dès l'instant où ils se lèvent le matin et se livrent à leurs occupations quotidiennes de leur choix, au nom du fait que celles-ci sont utiles en quelque endroit à la société. Vieille confusion entre valeur d'usage et valeur. Viel oubli de l'obligation de la validation sociale (par le marché ou par décision politique) pour que le travail abstrait

---

<sup>1</sup> On peut encore consulter tous ces documents, notamment : J.-M. Harribey, « [Ce n'est pas le salaire qui paie la cotisation sociale, c'est le salarié. Nuance !](#) », 2003 ; « [Note sur le financement de l'assurance-maladie](#) », 2004 ; « [Faire du débat sur le financement de la Sécurité sociale un débat politique](#) », 2004 ; « [Débat sur le financement de la protection sociale](#) », 2007 ; « [Financement de la protection sociale : malentendus ou désaccords ?](#) », 2007 ; « [Les retraités créent-ils la valeur monétaire qu'ils perçoivent ? Remarques sur le livre de Bernard Friot, L'enjeu des retraites](#) », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre 2010 ; « [Du travail et du salaire en temps de crise. À propos du livre de Bernard Friot, L'enjeu du salaire](#) », *Contretemps*, avril 2012.

<sup>2</sup> J.-M. Harribey, « [La lutte des classes hors sol ? À propos du prétendu économisme de Marx](#) », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2009, p. 123-133.

soit valeur.<sup>3</sup> Et, croire, à l'instar de P. Khalfa, que cela invalide Marx est peut-être un contresens, puisque Marx n'a cessé de répéter cela. Que le salaire ne soit pas un simple panier de marchandises, mais qu'il soit le produit d'une confrontation sociale, ça, ce n'est pas Castoriadis ni P. Khalfa, c'est Marx bien qu'il ait eu aussi des formules moins nettes. Comme je l'ai montré ailleurs, B. Friot commet la même erreur que celle qu'avait pourfendue Marx quand il moquait la croyance classique selon laquelle puisque trois classes percevaient des revenus (le salaire pour le prolétaire, le profit pour le capitaliste, la rente pour le propriétaire foncier), cela voudrait dire que ces trois classes seraient productives.<sup>4</sup>

On pourrait même ajouter que la notion de salaire continué pour désigner le phénomène de socialisation est contradictoire avec ce dernier, puisqu'elle accrédite la conception de la contributivité.

Il n'en reste pas moins que J. Rigaudiat rappelle à juste titre certains éléments de l'histoire de la Sécurité sociale et que la question de l'universalité des droits est cruciale, au point que nombre de « cotisationnistes » intégraux peinent à la prendre en compte. Je me souviens que la première fois que j'ai rencontré B. Friot (décennie 1990), la première question que je lui avais posée était : « en quoi l'éducation dont le coût est socialisé par l'impôt est-elle moins socialisée que la santé dont le coût l'est par la cotisation ? » Et P. Khalfa doit se souvenir que, lors de nos premiers travaux en commun, à Attac et à la Fondation Copernic, les meilleurs économistes et lui-même étaient farouchement opposés à l'idée d'élargir l'assiette des cotisations sociales à l'ensemble de la valeur ajoutée, donc aux profits, au motif, disaient-ils tous, que cela romprait la relation entre travail et cotisation. Et, à l'époque, il avait fallu déployer une énergie considérable pour rappeler les linéaments de la critique de l'économie politique, à savoir que le travail créait toute la valeur ajoutée (je ne reviens pas ici sur la question de la validation sociale). Nous avons surmonté collectivement cet obstacle (après trois batailles mémorables, bien que perdues, sur les retraites !) en passant par une formulation intermédiaire et transitoire : faisons cotiser les profits, pour faire accepter finalement l'idée de l'élargissement de l'assiette.<sup>5</sup>

Si, au final, c'est toujours le travail qui « paie », il n'y a cependant pas d'homothétie de la répartition primaire à la répartition secondaire des revenus. Ce qui veut dire qu'il n'est pas neutre d'effectuer les prélèvements de toute nature en amont ou en aval : des rapports de force différents peuvent se nouer au sein des entreprises et, plus en aval, lorsque se décide la fiscalité. Puisque J. Rigaudiat et P. Khalfa s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas d'automaticité entre l'organisation d'un système de sécurité sociale et son mode de financement, continuer d'exacerber l'opposition entre « cotisationnistes » et « fiscalistes » n'aide en rien à préparer de futurs combats. De ce point de vue, la position de B. Friot, qui dénonce avec autant de force les réformateurs néolibéraux des retraites que leurs opposants qu'il appelle également réformateurs, en mettant presque dans le même sac la CFDT et ceux qui se sont battus contre ces réformes, est déconcertante.

En conclusion de ces lignes rapides, l'important est à mon avis de pouvoir jouer sur le plus de tableaux possibles, en fonction du rapport de force. Si on arrive un jour à arracher un élargissement de l'assiette des cotisations sociales (par exemple aux profits moins les investissements nets), ce ne sera pas d'emblée à la hauteur de tout ce qu'il faudrait obtenir. D'où un argument supplémentaire pour ancrer l'idée d'une réforme fiscale radicale afin de lui faire retrouver une progressivité suffisante. De ce point de vue, d'ailleurs, on a peut-être trop

---

<sup>3</sup> J'ai tenté une synthèse théorique de ces questions dans J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Paris, LLL, 2013.

<sup>4</sup> C'est la « formule trinitaire » moquée par Marx dans *Le Capital*, Livre III, Chapitre XXV.

<sup>5</sup> On pourra constater l'évolution des formulations en suivant les ouvrages : Fondation Copernic, *Les retraites au péril du libéralisme*, Paris, Syllepse, 2000, 2002 ; Attac, Fondation Copernic, *Retraites : L'heure de vérité*, Paris, Syllepse, 2010 ; Attac, Fondation Copernic, *Retraites : L'alternative cachée*, Paris, Syllepse, 2013.

vite retoqué la proposition d'une fusion IR-CSG, toujours au nom de l'idée fausse que la socialisation par l'impôt était en soi moins bonne que celle par la cotisation, alors qu'on pourrait tout à fait continuer à dédier telle part inaliénable du prélèvement pour la Sécu, et que l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur les revenus est aussi une bataille fondamentale à mener.